

Paris, le 2 octobre 2017

Sauvons le logement social !

Les élu-e-s écologistes et leur association d'élue-s, La FÈVE, sont opposé-e-s à la baisse de 5 € mensuels des APL et dénoncent la démagogie du Gouvernement qui intime aux bailleurs sociaux de diminuer concomitamment les loyers, ce qui entraînerait une diminution de 1,4 milliards € du budget des organismes HLM.

Cela risque de porter un coup fatal aux bailleurs sociaux qui verraient leurs fonds propres disparaître, ce qui les empêcherait de construire et rénover. Premiers touchés, les locataires dont les conditions de vie subiront une dégradation par le manque d'entretien de leur habitat, mais aussi par l'augmentation de leur facture énergétique pour cause de manque de rénovation énergétique.

Un grand nombre des bailleurs sociaux risquent d'être en cessation de paiement, ce qui aurait pour conséquence l'engagement des garanties apportées par les collectivités, au préjudice des finances locales.

La Fédération française du bâtiment estime, quant à elle, que cela devrait se traduire par une diminution de 300 000 emplois.

La FÈVE appelle donc tou-te-s les élu-e-s à se mobiliser et à signer l'appel des élu-e-s pour le logement social adopté lors du congrès de l'USH à Strasbourg du 26 au 28 septembre 2017.

Catherine Hervieu, présidente de la Fédération des Élu-es Verts et Écologistes
Catherine Candelier, secrétaire de la Fédération des Élu-es Verts et Écologistes